



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination,
du pilotage, de l'appui territorial
et de l'environnement**

Arrêté n°2025-DCPATE-389

**modifiant l'arrêté préfectoral n° 07 - DRCTAJE-1-420 du 9 novembre 2007 et les actes
antérieurs autorisant la société PRODUITS ROUTIERS DU CHOLETAIS à exploiter une
centrale d'enrobage à chaud au lieu-dit La Roche Atard sur la commune de
MORTAGNE-SUR-SEVRE
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R122-2 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d') ;

Vu l'arrêté préfectoral n°07-DRCTAJE-1-420 du 9 novembre 2007 autorisant l'exploitation d'une centrale d'enrobage à chaud au lieu-dit « La Roche Atard » par la société PRODUITS ROUTIERS DU CHOLETAIS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°09-DRCTAJE-1-491 du 5 août 2009 concernant l'ajout d'un cuve de GPL pour alimenter l'installation ;

Vu la prise d'acte du 27 février 2013 actant des modifications non substantielles notamment le changement de combustible pour le gaz de ville ;

Vu la prise d'acte préfectorale du 14 avril 2016 pour le classement de l'installation sous les rubriques 4801-2 et 2521-1

Vu la prise d'acte préfectoral du 23 septembre 2021 concernant l'ajout d'une installation de broyage sous la rubrique 2515-1b

Vu la prise d'acte préfectoral du 15 octobre 2021 concernant l'ajout d'un hangar de stockage pour les agrégats et les sables ;

Vu la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société PRODUITS ROUTIERS DU CHOLETAIS le 21 octobre 2024, complété le 25 avril 2025, concernant la modernisation de la centrale d'enrobage et le dossier joint ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 12 juin 2025 ;

Vu le courrier préfectoral adressé le 17 juin 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler sous 15 jours ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant pendant la période contradictoire susvisée de 15 jours ;

Considérant que l'installation relève de la procédure d'autorisation environnementale et que toute modification doit faire l'objet d'un porter à connaissance dans les formes prévues par l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet, qui consiste au remplacement de plusieurs organes constitutifs de la centrale d'enrobage :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2,
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que le dossier technique précité du 12 novembre 2024 justifie du respect des prescriptions de l'arrêté de prescriptions générales précité du 9 avril 2019 dans le cadre de son projet de modification dans les conditions prévues pour les sites existants de la centrale et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement pour la rubrique 2521 (centrale d'enrobage à chaud) ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1. Identification

La société PRODUITS ROUTIERS DU CHOLETAIS dont le siège social est situé rue du Grand-Pré 49300 CHOLET, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions du présent arrêté, à exploiter les installations situées au sein de la carrière de la Roche Atard à 85290 MORTAGNE-SUR-SEVRE, identifiées dans le présent arrêté.

Article 2. Description et localisation de l'activité

Article 2.1.1. Localisation de l'établissement

Les installations autorisées par le présent arrêté sont situées sur la commune de Mortagne-sur-Sèvre, sur les parcelles suivantes :

Adresse	Section	Parcelles
Mortagne-sur-Sèvre	E	713 pour partie

Les installations mentionnées précédemment sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2.1.2. Description de l'activité

Le mode de fonctionnement de la centrale est continu à contre-courant. La capacité maximale de production est de 100 000 t/an avec une capacité technique de 160 t/h.

Les installations se composent :

- d'un tambour sécheur à contre-courant d'une puissance de 10 MW alimenté au gaz naturel ;
- d'une cheminée d'une hauteur de 15 m ;
- d'un parc à liants comprenant 4 cuves de bitume (180 t) et une cuve de 2,5 m³ de GNR, le tout sur rétention.

L'implantation des installations est réalisée conformément à la demande de modification.

Article 2.2. Réglementation des activités soumises à enregistrement et déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les installations soumises à déclaration visées à l'article 2.4 respectent les prescriptions d'aménagement et d'exploitation définies par les arrêtés types correspondants, en complément des dispositions générales portant sur l'ensemble du site figurant dans le corps du présent arrêté, sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent arrêté. Toutefois ces installations ne sont pas soumises à l'obligation de vérification périodique prévue pour les rubriques DC.

Article 2.3. Conformité au dossier

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier technique du 12 novembre 2024 et son complément du 25 avril 2025 déposé par l'exploitant.

Article 2.4. Classement des installations au titre de la nomenclature ICPE

N° rubrique	Intitulé	Capacité	Régime*
2521-1	Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrale d') 1. A chaud	- (sans seuil)	Enregistrement
4801-2	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	160 t	Déclaration
2515-1	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	Puissance maximale : 80 kW	Déclaration

(*A = Autorisation, E = Enregistrement, DC = Déclaration avec contrôle, D = Déclaration)

Les activités du site ne relèvent pas d'un classement SEVESO ou IED.

Article 2.5. Prescriptions des actes antérieurs

A partir du 1^{er} janvier 2026, le présent arrêté remplace les prescriptions des actes ci-dessous :

- l'arrêté préfectoral n°07-DRCTAJE-1-420 du 9 novembre 2007 sauf l'article 7.7.3 concernant l'accessibilité des engins de secours qui reste applicable ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°09-DRCTAJE-1-491 du 5 août 2009.

Article 3. Prescriptions techniques complémentaires applicables à l'installation à la remise en fonctionnement de l'installation modifiée

A partir du 1^{er} janvier 2026, les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers s'appliquent à l'installation dans les conditions prévues à son annexe 1 pour les sites existants.

Article 4. Dispositions administratives

Article 4.1. Délais et voies de recours

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 4.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 4.4. Pour application

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **15 JUL. 2025**

Le préfet,
Pour le Préfet,
le secrétaire général adjoint de la Préfecture
de la Vendée

Éric LAFFARGUE

Arrêté n°2025-DCPATE-389

modifiant l'arrêté préfectoral n° 07 - DRCTAJE-1-420 du 9 novembre 2007 et les actes antérieurs autorisant la société PRODUITS ROUTIERS DU CHOLETAIS à exploiter une centrale d'enrobage à chaud au lieu-dit La Roche Atard sur la commune de MORTAGNE-SUR-SEVRE

